

inter-pension

Für eine zeitgemässe berufliche Vorsorge

Einleitende Bemerkungen

inter-pension ist der führende Verband der Sammel- und Gemeinschaftseinrichtungen in der Schweiz. Unsere Mitglieder versichern über zwei Millionen Arbeitnehmende und spielen somit eine zentrale Rolle in der zweiten Säule. Die Schweizer Bevölkerung hat sich in der Volksabstimmung erneut gegen eine Reform des BVG ausgesprochen. Auch wenn eine Verbesserung der Situation für beispielsweise Teilzeitangestellte, Geringverdiener und junge Versicherte begrüssenswert wäre, so ist eine einseitige Leistungsverbesserung kaum durchsetzbar. Gleichzeitig bleibt Reformbedarf bestehen, insbesondere im Hinblick auf die gestiegene berufliche Mobilität und veränderten gesellschaftlichen Rahmenbedingungen. Wir sehen folgende Themenfelder als prioritär:

Governance



Es bestehen bereits heute klare gesetzliche Vorgaben zur Aufsicht und Führung der Pensionskassen. Zusätzliche Selbstregulierung, wie beispielsweise unser Verhaltenskodex, spornen die Branche zur Bestleistung an. Im Dialog mit dem EDI möchten wir gerne folgende Punkte hervorheben:

- Die Fusion der OSTA und BVS stellt die Zweckmässigkeit eines zweistufigen Aufsichtsmodells infrage.
- Die BVG-Kommission sollte häufiger und effizienter konsultiert werden.
- Stellenwechsel sind heutzutage Normalität. Versicherte sollten deshalb nicht aufgrund der Organisationsform ihrer Vorsorgeeinrichtungen durch das Gesetz anders behandelt werden. Es bedarf gleicher Spielregeln für alle.

Vorsorgebildung



In Zusammenarbeit mit FinanceMission arbeiten wir aktiv daran, dass das Vorsorgewissen bereits im Schulalter gefördert wird. Mehr Verständnis für das System wird das Vertrauen darin stärken und künftige Reformen vereinfachen. Mit Hilfe des EDI könnten unsere diesbezüglichen Bemühungen verstärkt und die folgenden Ziele erreicht werden:

- Eine möglichst frühzeitige Wissensvermittlung über das Vorsorgesystem ist sicherzustellen.
- Stärkung des Vertrauens in die berufliche Vorsorge, in dem man deren Merkmale regelmässig aufzeigt.

Modernisierung



Unsere Mitglieder entwickeln ihre Vorsorgereglemente fortlaufend weiter und gehen damit bestmöglich auf neue gesellschaftliche Entwicklungen und Familienmodelle ein. Bestehende Gesetzesartikel lassen jedoch wenig oder keinen Spielraum zu und führen zu unzeitgemässen Regelungen. In folgenden Bereichen sind beispielsweise Anpassungen möglich:

- Die gesetzlichen Rahmenbedingungen sollten neue Familienmodelle wie Patchworkfamilien und Konkubinate angemessen berücksichtigen und mit Ehegemeinschaften gleichstellen.
- Anpassung der Angemessenheitsregel, damit der Mittelstand mehr für die Altersvorsorge sparen kann.
- Sparbeginn schon ab 18 Jahre.

Digitalisierung



Wir unterstützen die Entwicklungen rund um die Digitalisierung der Pensionskassen eng und fördern Plattformen wie BVG-Exchange, EASX und ELM weitmöglichst. Digitale Portale für die Versicherten und Arbeitgeber gehören bei unseren Mitgliedern längst zum Standard. Dennoch sehen wir weiteres Optimierungspotenzial in folgenden Bereichen:

- Einheitliche Standards und zentrale Schnittstellen für den Datenaustausch zwischen Pensionskassen und Behörden.
- Eine Standardisierung und Automatisierung der Meldepflichten unter Pensionskassen ist wünschenswert, um Datenverluste zu vermeiden und damit den Verwaltungsaufwand zu senken.

Die zweite Säule muss zukunftsfähig bleiben. inter-pension setzt sich für pragmatische, effiziente und fair umsetzbare Anpassungen ein. Wir stehen gerne für einen konstruktiven Dialog zur Verfügung.

Laurent Schlaefli
Präsident

Nico Fiore
Geschäftsführer

inter-pension

Pour une prévoyance professionnelle moderne

Remarques préliminaires

inter-pension est l'association regroupant les institutions collectives et communes en Suisse. Nos membres assurent plus de deux millions de salariés et jouent ainsi un rôle central dans le deuxième pilier. Lors de la votation populaire, le peuple suisse s'est à nouveau prononcé contre une réforme de la LPP. Même si une amélioration de la situation pour les employés à temps partiel, les bas salaires et les jeunes assurés, par exemple, serait la bienvenue, une amélioration unilatérale des prestations est difficilement réalisable. Parallèlement, des réformes restent nécessaires, notamment en raison de l'augmentation de la mobilité professionnelle et de l'évolution des conditions sociales. Nous considérons les thèmes suivants comme prioritaires :



Il existe déjà aujourd'hui des dispositions légales claires en matière de surveillance et de gestion des caisses de pension. Une autorégulation supplémentaire, comme par exemple notre code de conduite, incite le secteur à donner le meilleur de lui-même. Dans le cadre du dialogue avec le DFI, nous souhaiterions souligner les points suivants :

- La fusion de l'OSTA et du BVS remet en question la pertinence d'un modèle de surveillance à deux niveaux.
- La Commission LPP devrait être consultée plus souvent et plus efficacement.
- Les changements d'emploi sont aujourd'hui monnaie courante. Les assurés ne devraient pas être traités différemment par la loi en raison de la forme d'organisation de leur institution de prévoyance. Il faut des règles du jeu identiques pour tous.



Nos membres modifient en permanence leurs règlements de prévoyance en s'adaptant au mieux aux nouvelles évolutions sociales et aux nouveaux modèles familiaux. Les articles de loi actuels ne laissent toutefois que peu ou pas de marge de manœuvre et conduisent à des réglementations dépassées. Des adaptations sont possibles par exemple dans les domaines suivants :

- Le cadre légal devrait prendre en compte de manière adéquate les nouveaux modèles familiaux tels que les familles recomposées et les concubins, afin de les mettre sur un pied d'égalité que les unions conjugales.
- Adapter la règle d'adéquation permettant une épargne plus importante de la classe moyenne.
- Epargner dès l'âge de 18 ans.



En collaboration avec FinanceMission, nous travaillons activement pour promouvoir la connaissance de la prévoyance dès l'âge scolaire. Une meilleure compréhension du système renforcerait la confiance en celui-ci et faciliterait les réformes futures. Avec l'aide du DFI, nous pourrions accroître les efforts dans ce domaine et atteindre les objectifs suivants :

- Assurer une transmission des connaissances du système de prévoyance le plus tôt possible.
- Renforcer la confiance dans la prévoyance professionnelle en présentant régulièrement ses spécificités et ses atouts.



Nous soutenons étroitement les développements autour de la numérisation des caisses de pension et encourageons autant que possible les plateformes telles que BVG Exchange, EASX et ELM. Les portails numériques pour les assurés et les employeurs font depuis longtemps partie des fonctions proposées par nos membres. Nous voyons néanmoins un potentiel d'optimisation supplémentaire dans les domaines suivants :

- Normes uniformes et interfaces centrales pour l'échange de données entre les caisses de pension et les autorités.
- Une standardisation et une automatisation des obligations de déclaration entre caisses de pension sont souhaitables afin d'éviter les pertes de données et de réduire ainsi la charge administrative.

Le deuxième pilier doit rester viable. inter-pension s'engage pour des adaptations pragmatiques, efficaces et équitables. Nous sommes à votre disposition pour un dialogue constructif.

Laurent Schlaefli
Président

Nico Fiore
Directeur